

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 23/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LUMIVER

108 avenue de la République
Site de la Sucrierie
59113 Seclin

Références : Lumiver_Seclin_RAPVI_007004888_2024_04_04
Code AIOT : 0007004888

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/04/2024 dans l'établissement LUMIVER implanté 108 avenue de la République Site de la Sucrierie 59113 Seclin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre des contrôles inopinés 2024 de la DREAL des Hauts de France

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LUMIVER
- 108 avenue de la République Site de la Sucrierie 59113 Seclin
- Code AIOT : 0007004888

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Lumiver a été créée en août 1999. Elle est spécialisée dans la collecte et la valorisation des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), ainsi que dans le transit de déchets spéciaux (batteries, piles, cartouches d'encre,..). Elle réalise en particulier le traitement des néons.

L'établissement est soumis à autorisation au titre des rubriques 2711-1 (installation de transit, regroupement et tri de DEEE), 2718-1 (installation de transit, regroupement et tri de déchets dangereux) et 2790-1.b (installation de traitement de déchets dangereux) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Il relève également de la directive IED au titre des rubriques:

- 3510: Traitement de déchets dangereux (rubrique principale) : Élimination ou valorisation des déchets dangereux, avec une capacité de plus de 10 tonnes par jour;
- 3550 : Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 27/05/2011, article 4.3.6.2.1	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Éléments de contexte	Autre du 04/04/2024, article /	Sans objet
2	Ouvrages de rejet	Arrêté Préfectoral du 27/05/2011, article 3.2.1	Sans objet
4	Valeurs limites d'émission – autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 27/05/2011, article 9.2.1 modifié par l'art 7 de l'arrêté du 26/06/2019	Sans objet
5	Valeurs limites d'émission – Valeurs limites d'émission	Arrêté Préfectoral du 27/05/2011, article 3.2.4	Sans objet
6	VLE et surveillance - traitement mécanique de déchets	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.2 III	Sans objet
7	Indisponibilité	Arrêté Préfectoral du 27/05/2011,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	des installations de traitement	article 3.1.1	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'installation du matériel de prélèvement a été réalisé dans de bonnes conditions. Les installations de traitement des déchets dangereux fonctionnaient normalement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Éléments de contexte

Référence réglementaire : Autre du 04/04/2024, article /
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle inopiné (CI) précédent – conditions de fonctionnement
Prescription contrôlée : Date du CI AIR de l'année n-1 : 03/04/2023 Nature du dépassement relevés lors du CI AIR de l'année n-1 : plomb (concentration mesurée de 0.026 mg/Nm3 pour une VLE de 0.025 mg/Nm3) Conditions de fonctionnement du site : normale.
Constats : L'inspection s'est rendue sur site le 4 avril 2024 pour assister à la mise en place du matériel de prélèvement de la société BUREAU VERITAS. L'auto surveillance de l'exploitant est réalisée par la société DEKRA. La ligne de traitement des néons fonctionnait normalement le jour de l'inspection. 1 576 kg de tubes néons ont été traités pendant la mesure.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : -
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Ouvrages de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2011, article 3.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Évacuation des rejets
Prescription contrôlée : Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des émissions de polluants à l'atmosphère.

En particulier les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.

Constats :

Les installations de traitement des déchets dangereux font l'objet d'un unique point de rejets canalisés.

L'ensemble de la chaîne de broyage, ainsi que le box permettant de récupérer les égouttures en cas de casse sont capotés. Les effluents sont dirigés vers l'installation de traitement des rejets et l'unique cheminée du site.

Le rapport de la société DEKRA, qui réalise l'autosurveillance, ne relève pas d'écart à la norme concernant la section de mesurage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Ouvrages de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2011, article 4.3.6.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement
Prescription contrôlée : <p>Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons.</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.</p>
Constats : <p>Le point d'échantillonnage se situe sur le container de charbon actif. Ce point est accessible via une échelle non fixe.</p> <p>Pour accéder à cette plate-forme le technicien en charge du prélèvement a sécurisé l'échelle en l'accrochant à la porte du container.</p> <p>La plate-forme permet de disposer l'ensemble du matériel et de pouvoir accéder au point de prélèvement.</p> <p>Toutefois, elle n'est pas équipée de barrière de sécurité pouvant empêcher une chute.</p> <p>La société BUREAU VERITAS a transmis par courriel du 19/04/24 le rapport de mesure du contrôle réalisé le 04/04/24 (rapport n°21895340/1.1.2.R). Ce rapport indique que les accès sont conformes à la norme NF X 44 052.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant mettra en place des éléments permettant de sécuriser la plate-forme de prélèvement. Les éléments justifiant cette action seront transmis à l'inspection sous 3 mois à compter de la réception du présent rapport.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Valeurs limites d'émission – autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2011, article 9.2.1 modifié par l'art 7 de l'arrêté du 26/06/2019
Thème(s) : Risques chroniques, Programme de surveillance des émissions
Prescription contrôlée : <p>« L'autosurveillance des rejets atmosphériques de l'installation de traitement des tubes et lampes est réalisée selon les modalités suivantes :</p>

Paramètre	Fréquence	Enregistrement
Hg	Continu	Oui

Deux dispositifs d'autosurveillance du mercure sont mis en œuvre :

- un système de détection en continu du mercure installé en aval des systèmes de filtration avec seuil d'alarme paramétré à 0,025 mg/m³. L'appareil de mesure et de contrôle enregistre les résultats et déclenche une alarme visuelle en cas de dépassement du seuil de rejet autorisé. L'exploitant analyse ces résultats qu'il associe à une procédure de renouvellement des cartouches de filtration à charbon actif ;

- un détecteur portatif est utilisé afin de réaliser des mesures instantanées de contrôle ponctuel du taux de mercure après filtration. Ces mesures ponctuelles sont au minimum réalisées une fois par semaine.

Les appareils de mesure font l'objet d'un étalonnage annuel. Leur bon fonctionnement est vérifié au moins mensuellement selon des méthodes simples.

Une fois par an, l'exploitant fait réaliser par un organisme tiers compétent les mesures à l'émission pour les composés listés ci-dessous selon les méthodes d'analyses mentionnées au titre 10.

Paramètre	Fréquence	Enregistrement
Débit et vitesse	Annuelle	Non
O ₂	Annuelle	Non
Poussières	Annuelle	Non
Hg	Annuelle	Non
Cd+Hg+Pb et composés	Annuelle	Non
As+Se+Te	Annuelle	Non
Pb et composés	Annuelle	Non
Sb+Cr+Co+Cu+Mn+Ni+V+Zn	Annuelle	Non

Les résultats de l'ensemble des mesures de surveillance (mesures hebdomadaires par appareil portatif, mesures comparatives annuelles par un organisme tiers) ainsi que les opérations d'étalonnage et d'entretien doivent faire l'objet d'un enregistrement tenu à disposition de l'inspection des installations classées. »

<p>Constats :</p> <p>Les fréquences d'analyse pour les différents paramètres, hors mercure et poussières pour lesquels les fréquences sont imposées par arrêté ministériel, sont respectées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>-</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Valeurs limites d'émission – Valeurs limites d'émission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2011, article 3.2.4	
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission	
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) .</p>	
Concentrations instantanées en mg/Nm3	Conduit n°1
Poussières	40
Hg	0,025
Cd + Hg + Tl et composés	0,05par métal ; 0,1 pour la somme
As + Se + Te	1
Pb et composés	0,025
Sb + Cr + Co + Cu + Mn + Ni + V + Zn	5

<p>Constats :</p> <p>Le contrôle inopinée réalisé en 2023 (03/04/2023 - rapport de la société DEKRA réf E2202591/2301R001) fait état d'un dépassement pour le paramètre plomb. La concentration mesurée est de 0.026 mg/Nm3 pour une VLE de 0.025 mg/Nm3.</p> <p>La société BUREAU VERITAS a transmis par courriel du 19/04/24 le rapport de mesure du contrôle réalisé en 2024 (le 04/04/24 - rapport n°21895340/1.1.2.R). Ce rapport indique que l'ensemble des</p>
--

paramètres respectent les VLE.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
-
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : VLE et surveillance - traitement mécanique de déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.2 III			
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission			
Prescription contrôlée :			
Tous les traitements mécaniques des déchets	Poussières	5 mg/Nm ³ ou 10 mg/Nm ³ lorsqu'un filtre en tissu n'est pas applicable	semestrielle
Traitement des DEEE contenant du mercure	Hg	5 µg/Nm ³	trimestrielle
Constats :			
<p>L'inspection a consulté le tableau récapitulatif des résultats d'auto-surveillance de l'exploitant. Les concentrations et les fréquences de mesure des paramètres mercure et poussières sont respectées.</p> <p>L'exploitant a réalisé une analyse de ses rejets le 10 janvier 2024. Le rapport de mesure N°E28294002401R001 de la société DEKRA a été consulté par l'inspection. Les concentrations mesurées en Hg et poussières sont inférieures aux VLE.</p> <p>La société BUREAU VERITAS a transmis par courriel du 19/04/24 le rapport de mesure du contrôle réalisé le 04/04/24 (rapport n°21895340/1.1.2.R). Ce rapport indique que les VLE sont respectées.</p>			
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :			
-			
Type de suites proposées : Sans suite			

N° 7 : Indisponibilité des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2011, article 3.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Indisponibilité des installations de traitement
Prescription contrôlée :

Les installations de traitement devront être conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne pourront assurer pleinement leur fonction.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière:

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Constats :

Interrogé sur une potentielle indisponibilité de son système de traitement, l'exploitant a indiqué ne pas avoir rencontré ce type de problème.

L'exploitant n'a pas été en mesure, lors de la visite d'inspection, de présenter sa procédure en cas d'indisponibilité du système de traitement d'air.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

-

Type de suites proposées : Sans suite